

Pour la suite du jeu

Pierre Lavoie

Number 19 (2), 1981

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/28835ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (print)

1923-2578 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lavoie, P. (1981). Pour la suite du jeu. *Jeu*, (19), 5–10.

pour la suite du jeu

10 mars 1981: cinquième anniversaire de parution des Cahiers de théâtre *Jeu*. Cinq ans! C'est peu et c'est beaucoup si on fait la somme des articles parus dans ces dix-neuf numéros¹ et en regard de l'intérêt porté à l'objet culturel. Si *Jeu* a pu décrire et interroger la pratique théâtrale québécoise et étrangère depuis cinq ans, c'est grâce à l'appui de ses collaborateurs et collaboratrices et au travail des membres de sa rédaction.

un nouveau profil

La dernière année aura vu le profil de l'équipe rédactionnelle se modifier grandement. Entre décembre 1980 et juin 1981, Hélène Beauchamp, Joceline Hardy, Michèle Barrette, Francine Noël, Lorraine Hébert et Emile Bessette ont quitté la rédaction pour consacrer leur temps et leurs énergies à d'autres activités. Nous leur disons merci! et leur souhaitons de réussir dans leurs nouvelles entreprises.

Avec ce numéro, apparaissent donc de nouvelles figures: Lorraine Camerlain et Paul Lefebvre, que les lecteurs et lectrices de *Jeu* connaissent déjà, Chantale Cusson, auteure dramatique pour enfants et membre actif du Centre d'essai des auteurs dramatiques, et Marie Lasnier qui mêle à ses activités d'enseignante au cegep de Saint-Jean des cours de pratique théâtrale.

On remarquera, à la page des crédits, l'addition des noms des membres du comité de lecture et du responsable du numéro, de même qu'on aura sans doute remarqué, depuis *Jeu 17*, la réapparition des critiques de spectacles sous la rubrique «Traces» (compte rendu d'un spectacle sous un angle particulier). À la rubrique «Contacts» (témoignage d'un praticien ou d'une praticienne sous la forme d'un entretien), s'ajoute la rubrique «Pratiques» (analyse plutôt pédagogique d'un métier, d'une formation, etc).

état de santé

Au numéro 6 — après deux ans d'existence — *Jeu* comptait 300 abonnés. Au numéro 13 — quatre ans d'existence — : 500 abonnés et au numéro 17 - cinq ans - : 650 abonnés, c'est-à-dire une augmentation de 37% par rapport à l'année précédente. Cette augmentation croissante témoigne de l'accueil de plus en plus diversifié que *Jeu* reçoit, sauf de la part des praticiens et des praticiennes, ceux et celles à qui *Jeu* s'adresse en priorité en leur donnant la parole et en confrontant leurs

1. Et les deux répertoires théâtraux du Québec: 1979-1980 et 1981.

productions à divers discours critiques.

En février dernier, Benoît Lagrandeur, relationniste des Cahiers de théâtre *Jeu*, sollicitait directement l'appui des 950 membres de l'Union des artistes en leur offrant gratuitement un exemplaire de la revue. Au mois de mai, une quinzaine de réponses seulement lui étaient parvenues, à peine 1,5%. Statistiquement, la moyenne de retour aurait dû se situer aux alentours de 10%...

Pour reprendre un extrait de la lettre de Benoît Lagrandeur,

«(...) nos activités sont-elles vouées à n'intéresser que les animateurs, les pédagogues, les amateurs de théâtre et les institutions d'enseignement? Le discours critique et l'analyse du théâtre qui se fait *ici* vont-ils à l'encontre de la pratique du métier?»²

ou pour citer le titre d'un article d'Otomar Krejca dans *Travail théâtral*: «L'Acteur est-il un singe savant dans un système de signes fermé?» Je ne suis pas loin de le croire, surtout que *Jeu* est la seule revue régulière à couvrir l'activité théâtrale québécoise et étrangère. Cette méfiance qu'en général l'acteur québécois porte envers l'appareil critique et théorique est symptomatique du malaise qui règne actuellement dans le domaine du théâtre au Québec.

à venir?

Après l'explosion de la création dramatique des années 1965 à 1975, une stabilisation normale s'est effectuée, mais les productions se suivent et se ressemblent, de nouvelles troupes naissent et disparaissent aussitôt, les théâtres de recherche se répètent. Sauf le Théâtre de Quat'Sous et le Théâtre d'Aujourd'hui qui osent encore prendre des risques, les théâtres institutionnels continuent d'engloutir la majeure partie des subsides gouvernementaux en ne nous proposant que de médiocres programmations composées pour l'ensemble d'adaptations, de reprises et de divertissements anodins. Cela n'est pas près de changer puisque la direction artistique de ces troupes et compagnies est assurée par les mêmes personnes depuis plusieurs années. D'autre part, l'aveu de Nicole Filion inquiète:

«Au sujet de la programmation, la directrice générale du TPQ (Nicole Filion) avouera cependant: «C'est extrêmement difficile d'établir un programme. Mon affaire, cette année, c'est fait *d'instinct*, de *goût personnel* et de la *perception que je peux me faire du public du TPQ.*»³

Comme critères pour l'établissement d'une programmation, j'ai déjà vu mieux. Et dire que le Théâtre Populaire du Québec a reçu des trois paliers gouvernementaux, pour 1979-80, la «modeste» somme de 345 000\$...Toujours du côté institutionnel, les mauvaises nouvelles continuent d'affluer. La Nouvelle Compagnie Théâtrale a réduit de cinq à trois le nombre de ses productions, de même que l'Atelier NCT (Salle Fred-Barry) de trois à deux, en plus d'être aux prises avec un déficit accumulé de 343 873\$ qui sera épongé, bien sûr, mais au détriment de qui?

Le mal dont souffre le théâtre québécois s'apparente à celui dont est atteinte notre littérature. Gilles Marcotte, dans le cadre du numéro spécial de *Liberté* sur l'institution littéraire québécoise⁴, écrit que

2. Lettre datée du 12 février 1981 et adressée aux interprètes et créateurs, membres de l'Union des artistes.

3. Martial Dassylva, «TPQ 1981 - Finances raplombées et nouveaux défis», *la Presse*, 18 avril 1981, p. C-6. C'est moi qui souligne.

4. Un numéro que les amateurs de théâtre auraient intérêt à lire.

«(...) beaucoup d'ouvrages littéraires publiés au Québec ne le sont pas en vertu de leurs qualités propres ou parce qu'ils peuvent se vendre, mais pour nourrir un appareil d'édition proliférant et servir un impératif idéologique fondé sur les valeurs de communauté.»⁵

Si on applique ceci au théâtre, *mutatis mutandis*, l'explication d'une bonne partie de nos maux y réside peut-être..., d'autant plus que le théâtre au Québec est toujours en quête d'un vaste public. On pourra lui appliquer la meilleure panacée, tant qu'on n'implantera pas une véritable politique d'éducation théâtrale au primaire et au secondaire, le théâtre sera condamné à végéter.

Du côté de Québec,

«(...) le Grand Théâtre de Québec pourrait être forcé de contremander toutes ses productions-maison et ses participations au financement d'activités artistiques, si le ministère des Affaires culturelles maintenait sa décision de couper de dix pour cent sa subvention à la Régie québécoise.

Pour satisfaire aux exigences financières des Affaires culturelles, le Grand Théâtre devrait devenir un «garage de luxe» que l'on louerait aux promoteurs de spectacles produits ailleurs.»⁶

Ainsi la ville de Québec aurait elle aussi son «garage de luxe», puisque Montréal a déjà le sien: la Comédie nationale⁷. Suite au bilan très négatif tracé par les praticiens de Québec lors de la journée mondiale du théâtre, l'avenir du théâtre au Québec s'annonce difficile et incertain, malgré une prise en charge plus grande des différents aspects de la production théâtrale par les praticiens eux-mêmes. L'abondance des spectacles-solo et la prolifération des cafés-théâtres témoignent de la volonté tenace des praticiens de récupérer un pouvoir qu'ils avaient abandonné aux mains des grandes maisons de production. Mais ceci ne fera pas surgir de nouveaux lieux théâtraux et un public élargi pour répondre à l'offre de spectacles multiples, qui se succèdent à un rythme soutenu.

«logement à louer»

Le Théâtre des Voyagements est menacé de fermeture par le ministère du Travail, à moins qu'il ne réussisse à satisfaire à toutes les exigences sécuritaires. Mais à quel prix? L'ouverture de l'Espace libre (Nouveau Théâtre expérimental, Mime Omnibus, Enfants du Paradis), prévue pour janvier 1981, est retardée elle aussi par les exigences de la ville de Montréal, la subvention accordée à des fins de rénovation étant insuffisante pour les satisfaire toutes. Le Conventum a frôlé une fois de plus la faillite et cela risque de se reproduire si on ne lui accorde pas les moyens financiers pour subsister convenablement et pour pouvoir accueillir toutes les troupes qui ne demandent qu'à s'y produire. L'Atelier continu est toujours fermé et risque de l'être encore longtemps, si l'on en juge par la rapidité des gouvernements à favoriser une reprise des activités de ce lieu où la culture alternative trouvait à s'exprimer. Face à la fulgurance déconcertante avec laquelle la Comédie nationale a pu obtenir 95 000\$ du gouvernement québécois pour sa programmation 1980-1981, nous sommes obligés de constater qu'il y a bien «deux poids, deux mesures».

5. Gilles Marcotte, «Institution et courants d'air», *Liberté*, no 134, mars-avril 1981, p. 11.

6. Martine R. -Corrivault, «Le Grand Théâtre serait forcé d'annuler ses productions-maison», *le Soleil*, 15 avril 1981, p. H-3.

7. Ce dernier dossier méritant une attention particulière, nous y consacrons un «Scène» dans ce numéro.

« faut se parler »

Lors d'un colloque tenu à la fin d'avril sur les *Lectures européennes de la littérature québécoise*, Jacques Godbout parlait de la réserve dans laquelle les intervenants culturels s'étaient tenus lors du premier mandat du Parti québécois comme gouvernement, pour lui permettre de faire ses preuves. Réélu sans équivoque et n'étant plus « un accident de parcours », le gouvernement québécois devra maintenant démontrer que son attachement à la culture dépasse les phrases creuses et les clichés grandiloquents à saveur patriotique. Lors de ce premier mandat, les artisans culturels ont dû déchanter face au peu de cas que le gouvernement québécois faisait d'eux. Lors de son deuxième mandat, celui-ci ne devra plus s'attendre à un laxisme bon-ententiste. D'ailleurs, ce mandat est bien mal entamé, car malgré une légère augmentation des crédits affectés au ministère des Affaires culturelles (de 99,9\$ millions à 106,3\$ millions), il faut plutôt parler de coupures. Cette hausse provient en effet de l'ajout des crédits permanents (12,8\$ millions) destinés aux taxes municipales et payées par le Grand Théâtre de Québec et la Place des Arts, ainsi qu'au service de la dette relative à la construction de la phase IV de la Place des Arts, en plus des subventions versées pour le déficit d'opération de ces deux régies⁸. La démission du ministre Denis Vaugeois est le signe d'un malaise aigu aux Affaires culturelles et je ne crois pas que son successeur, Clément Richard, malgré ses dons de fin causeur et d'humoriste, puisse y changer quelque chose. C'est davantage au niveau de la perception que notre société a de la culture que se situe le malaise. Quand on sait que l'investissement d'un dollar au théâtre génère une circulation de sept dollars dans l'économie⁹, on comprend mal que le gouvernement n'utilise pas plus cette poule aux oeufs d'or. Le nouveau ministre devra résoudre en priorité l'insuffisance des lieux théâtraux, les problèmes soulevés par la décentralisation (Conseils de la culture vs M.A.C.), le manque de véritables politiques pour satisfaire les demandes de plus en plus nombreuses du public et des praticiens, etc. Si je puis me permettre, il devra être fort attentif à la tenue des États généraux du théâtre professionnel prévus pour l'automne 1981. Ceux-ci, par l'ampleur de la réflexion qu'ils auront suscitée et par le regroupement des divers milieux artistiques concernés, seront un point tournant dans l'évolution de la pratique théâtrale québécoise.

à l'ouest, rien de nouveau

Le gouvernement fédéral continue d'appliquer une politique favorisant la culture officielle, c'est-à-dire une culture de prestige. (Qu'on songe aux sommes astronomiques englouties annuellement par l'éléphant blanc du canal Rideau, c'est-à-dire le Centre national des Arts.) Là aussi, le gouvernement fédéral est à la remorque du courant voulant que la culture ne soit pas rentable. J'en prendrai pour témoin le mémoire présenté par le Conseil des Arts du Canada au Comité d'étude de la politique culturelle fédérale¹⁰, le 9 mars 1981.

« (...) le Conseil se heurte à une évidence inéluctable: les fonds dont il dispose sont insuffisants pour les activités qu'il entreprend, et les choses ne vont pas en s'améliorant avec les années, loin de là. Et je ne parle pas des tâches que nous *devrions* accomplir. »

8. L'article de Martine R. -Corrivault, « Réduction des crédits à voter pour le MAC », *le Soleil*, 13 mars 1981, p. B-5, est fort révélateur des tours de passe-passe qu'on y pratique.

9. Martine R. -Corrivault, « Bilan pessimiste sur le théâtre à Québec », *le Soleil*, 28 mars 1981, p. A-12.

10. Sur les 1200 mémoires reçus par ce comité, à peine cent proviennent du Québec, comparativement à 600 pour l'Ontario. Ou bien le Québec ne se préoccupe guère de ses propres intérêts, ou bien cette commission, qui dispose d'un budget de 2,8\$ millions, est perçue comme une autre entreprise de replâtrage et de camouflage.

«Au cours des cinq dernières années, la subvention du Parlement au Conseil a régulièrement diminué. Entre 1975-1976 et 1980-1981, sa valeur réelle a, en moyenne, baissé de 2,1 pour cent par an. (...)»

«(...) pour avoir en 1980-1981 le même pouvoir de dépenser qu'en 1975-1976, il faudrait au Conseil 5,1 millions de dollars supplémentaires. (...)»

«(...) Au début des années 70, il existait 50 compagnies professionnelles d'arts du spectacle; elles sont actuellement 300, soit six fois plus. (...)»

«Il y a, assurément, une relation de cause à effet entre la très sensible augmentation du budget du Conseil des Arts, de 1965 à 1975, et cette croissance. (...)»

«(...) À l'heure actuelle, le mot d'ordre est de survivre plutôt que d'accomplir. (...)»

«(...) Soutenir les nouvelles compagnies, les jeunes artistes, les esprits inventifs qui s'aventurent aux frontières de l'art est tout simplement devenu impossible, à moins de décoiffer Pierre pour coiffer Paul. (...)»

«(...) Quand on veut d'abord tenir les positions, on favorise inévitablement ceux qui s'y trouvent déjà.»¹¹

un nouveau symbole?

A Montréal, le Conseil des Arts de la C.U.M. éprouve le besoin de modifier en profondeur ses politiques et ses programmes en procédant à une vaste consultation de tous les secteurs oeuvrant dans le domaine artistique et culturel de la région métropolitaine. Ce comité, présidé par Jean-Pierre Goyer, ex-ministre du cabinet Trudeau, doit remettre les résultats de cette consultation au C.A.C.U.M. à la fin de juin. Celui-ci acheminera ensuite ses recommandations au comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal. Nous ne pouvons que souhaiter une modification en profondeur de cet organisme. Après vingt-cinq ans d'existence, il est devenu impérieux de procéder à cette réforme.

pour la suite de *jeu*

Nos cahiers de théâtre *Jeu* prévoient présenter deux numéros spéciaux. Le numéro 21 portera sur la dramaturgie québécoise, en soutien à la tournée européenne du Centre d'essai des auteurs dramatiques qui présentera les lectures-spectacles des pièces suivantes: *Songe pour un soir de printemps* d'Élizabeth Bourget, *Un reel ben beau, ben triste* de Jeanne-Mance Delisle, *Ah! Ah!* de Réjean Ducharme, *Ils étaient venus pour* de Marie Laberge, *Gertrude Laframboise, agitatrice* de Pierre K. Malouf, *Une amie d'enfance* de Louise Roy et Louis Saïa et *les Pommiers en fleurs* de Serge Sirois. Le numéro 23, pour sa part, analysera la mise en scène au Québec.

Jeu entend continuer à promouvoir le théâtre de recherche et de création, ne s'empêchant pas, ici et là, de nombreuses incursions dans le domaine du théâtre institutionnel. Dans l'éditorial du premier numéro, Gilbert David écrivait que

«(...) le babil complaisant des poineurs culturels, le pointillisme et la fragilité du chroniqueur de presse¹², le vieux régime de la production théâtrale institutionnalisée masquent une mouvance qu'il y a lieu de signaler et de relayer.»

11. Extraits du *Mémoire présenté par le Conseil des Arts du Canada au Comité d'étude de la politique culturelle fédérale*, 9 mars 1981, p. 14-17.

12. Martial Dassylva, chroniqueur du journal *La Presse*, n'a jamais publié un seul compte rendu critique d'un numéro de la revue, en cinq ans d'existence, contrairement à sa consoeur du *Soleil* et à ses confrères du *Devoir*. Ceci démontre à l'évidence sa fragilité devant une approche critique différente de la sienne et sa vulnérabilité devant une remise en question de son pouvoir critique. Un bref compte rendu du *Répertoire*

«(...) *Jeu* entend surtout informer, décrire, (re) produire le processus pratique-théorique et chercher des alternatives aux clichés, ce trop-plein, qui bloquent l'aisance collective et individuelle.»¹³

Cette volonté de proposer des alternatives et de susciter de nouveaux débats, *Jeu* entend bien continuer de l'exercer, surtout en cette période cruciale où l'ensemble de la pratique culturelle du jeune théâtre est remise en cause par les jeux de forces de l'État et de l'Institution. Devant la raréfaction des ressources financières, il nous faut être plus vigilants que jamais, dénoncer les abus et la mauvaise gestion et regrouper les forces vives de la création pour mieux se préparer aux luttes à venir.

pierre lavoie

théâtral du Québec 1981 a été publié dans *La Presse* du 9 mai 1981, à la page W-8. Sans infirmer ce qui précède, peut-être est-ce le signe d'un temps nouveau?

13. Gilbert David, «Enjeu», *Jeu 1*, hiver 1976, p. 6.